Des centaines de migrants traversent Djibouti chaque jour pour gagner le Yémen

Par RFI Publié le 31-01-2019 Modifié le 31-01-2019 à 00:07

Au moins 43 morts et plus d'une centaine de disparus dans le naufrage de deux embarcations au large de Djibouti, selon les derniers chiffres donnés par l'OIM. Selon des témoins, des migrants sont partis de Godoria, dans le nord de Djibouti, pour tenter la traversée jusqu'au Yémen. Leurs bateaux auraient chaviré à cause de la surcharge et d'une mer agitée. Cette tragédie n'est pas une surprise, Djibouti est une route de transit depuis une quinzaine d'années.

Les migrants passant par Djibouti sont en majorité Ethiopiens, ruraux et peu éduqués. Certains sont aussi Somaliens voire Soudanais.

Tous rêvent de rejoindre la Péninsule arabique pour travailler dans les pays du Golfe et renvoyer de l'argent chez eux.

Ils entrent à Djibouti déjà démunis, par les régions de Galafi dans l'Ouest ou même Guelilé, au Sud. Quelque 300 à 400 personnes passeraient illégalement la frontière ainsi chaque jour selon l'Organisation internationale des migrations (OIM).

Une partie poursuit à pied, en traversant des zones arides sous une chaleur accablante. « En 2012, nous avions retrouvé 62 corps près du Lac Assal, morts de faim et de soif », explique Lalini Veerassamy, chef de mission de l'OIM à Djibouti.

Des passeurs locaux, souvent de jeunes chômeurs, en conduisent aussi par la route, jusqu'à Tadjourah et Obock, où les migrants attendent pour rejoindre un bateau de trafiquants yéménites, sur l'un des sites d'embarquement informels le long de la côte nord-djiboutienne.

Pas informés sur la guerre au Yémen

Les localités de ces régions pauvres peinent à faire face. En juin dernier, une épidémie de diarrhée avait fait plusieurs morts à Obock. Plusieurs organisations avaient même parlé de choléra. « C'est une localité avec très peu de moyens. Nous sommes là en appui avec les autorités locales. Mais quand on parle de beaucoup de chiffres, ça devient très compliqué à gérer. Dans notre centre en ce moment, nous avons 580 migrants qui veulent rentrer chez eux », développe Lalini Veerassamy.

Cela a un impact négatif sur certaines localités. « Ce sont déjà des régions vulnérables, avec peu d'opportunités pour les populations locales même avec des services de base dans ces régions. Donc c'est un défi assez important à gérer. »

Pour ceux qui parviennent jusqu'au Yémen, le cauchemar continue. Certains migrants, mal informés, ne savent même pas que <u>le pays est en guerre</u>. Les moins chanceux sont enlevés, détenus, torturés par les trafiquants yéménites, qui les échangent contre des rançons.

Selon l'OIM, 3 500 personnes auraient péri ces dix dernières années durant ce périple.